



CULTURE La maison d'édition Le laps dans l'empire des sens | **B 8**

MONDE
Répression dénoncée au Zimbabwe | **B 2**

ÉCONOMIE
Facebook s'intéresse aux données bancaires | **B 3**



MONDE

III NUCLÉAIRE

L'Iran juge l'approche de Trump « insensée »

Hassan Rohani a accusé Washington de « vouloir lancer une guerre psychologique contre la nation iranienne »

ÉRIC RANDOLPH
À TÉHÉRAN
SYLVIE LANTEAUME
À WASHINGTON
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président iranien Hassan Rohani, isolé et en difficulté, a jugé « insensées » lundi des négociations avec les États-Unis, alors qu'ils rétablissent des sanctions susceptibles d'aggraver les difficultés économiques de son pays.

Dans un entretien télévisé à quelques heures du rétablissement de sévères sanctions américaines contre l'Iran, M. Rohani a accusé Washington de « vouloir lancer une guerre psychologique contre la nation iranienne et provoquer des dissensions » parmi les Iraniens.

Il s'agit de la première réaction de M. Rohani aux appels à négocier lancés par le président américain Donald Trump, qui a néanmoins de nouveau averti l'Iran lundi.

« Le régime iranien est aux prises avec un choix », a-t-il dit dans un communiqué. « Soit il change son attitude menaçante et déstabilisatrice, et il pourra retourner dans le giron de l'économie mondiale, soit il continue sur la route de l'isolement économique. »

Mais M. Trump a aussi souligné qu'il restait « ouvert » à un « accord plus global qui concernerait l'ensemble de ses activités néfastes, y compris son programme balistique et son soutien au terrorisme ».

Le rétablissement des sanctions économiques a été décidé après le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord historique sur le nucléaire, conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances. M. Trump critique fortement cet accord alors que les Iraniens le défendent bec et ongles.

« Si vous êtes un ennemi et que vous poignardez quelqu'un avec un couteau, et qu'ensuite vous dites que vous voulez des négociations, la première chose à faire, c'est d'enlever le

Soit [le régime iranien] change son attitude menaçante et déstabilisatrice, et il pourra retourner dans le giron de l'économie mondiale, soit il continue sur la route de l'isolement économique

DONALD TRUMP



couteau », a dit M. Rohani. « Comment peuvent-ils montrer qu'ils sont dignes de confiance ? En revenant au JCPOA », a-t-il indiqué, en référence à l'accord nucléaire.

Conclu après des années de difficiles négociations entre l'Iran d'une part, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Russie, la Chine, l'Allemagne et l'Union européenne de l'autre, l'accord vise à garantir le caractère strictement pacifique du programme nucléaire iranien en le soumettant à une surveillance draconienne.

En échange, il prévoyait la levée progressive des sanctions qui avaient asphyxié l'économie iranienne et isolé le pays. Dans son dernier rapport en mai, l'Agence internationale de l'énergie atomique avait attesté que l'Iran continuait de respecter ses engagements.

Mais M. Trump, qui a adopté une attitude très hostile envers l'Iran depuis son arrivée au pouvoir, veut « intensifier la pression sur Téhéran pour qu'il change de comportement ». Il reproche entre autres à ce pays son soutien au président syrien Bachar



al-Assad, aux rebelles au Yémen ou encore au Hamas à Gaza et au Hezbollah libanais.

La première vague de sanctions américaines, qui entrera en vigueur mardi à minuit (4h GMT), comprendra des blocages sur les transactions financières et les importations de matières premières, ainsi que des mesures pénalisantes sur les achats dans le secteur automobile et l'aviation commerciale. Elle sera suivie, en novembre, de mesures affectant le secteur pétrolier et gazier ainsi que la Banque centrale.

Ces sanctions risquent de lourdement peser sur une économie iranienne à la peine, qui souffre d'un taux de chômage élevé et d'une nette inflation. Le rial iranien a plongé, pendant près des deux tiers de sa valeur en six mois.

Le président iranien, Hassan Rohani, en entrevue télévisée, lundi
AGENCE FRANCE-PRESSE / PRÉSIDENCE IRANIENNE

Manifestations

La semaine dernière, plusieurs villes iraniennes ont été le théâtre de manifestations sporadiques et de grèves, fruits du mécontentement quant à la situation économique détériorée, à la classe politique, mais aussi au manque d'eau causé par la sécheresse.

Des responsables accusés de corruption et de spéculation ont en outre été arrêtés.

M. Rohani, qui avait tout misé sur l'accord nucléaire, a aujourd'hui bien du mal à défendre sa politique et voit ses soutiens s'étioler, selon des experts. Mais, l'ayatollah Ali Khamenei, premier personnage de l'État et ultime décideur dans les dossiers épineux, ne voudrait pas qu'il échoue dans sa tentative de modifier sa politique, disent-ils.

III VENEZUELA

L'incident à Caracas, une « tentative de massacre »

Deux hommes auraient été arrêtés « en flagrant délit » alors qu'ils pilotaient un des drones qui ont explosé

ALEXANDER MARTINEZ
À CARACAS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président vénézuélien, Nicolás Maduro, devait réapparaître en public lundi, pour la première fois depuis la tentative d'« attentat » contre lui, mais ne l'a finalement pas fait, tandis que la justice a donné quelques détails sur l'enquête qui soulève des questions.

Lors d'une conférence de presse, le procureur général du Venezuela, Tarek William Saab, a fait une mise en garde contre toute nouvelle tentative de viser le gouvernement.

La justice « poursuivra, dans le cadre de la loi, ceux qui conspirent contre la paix civile. Que ces faits servent, une fois pour toutes, à mettre un terme à toute tentative de porter atteinte à la paix de façon violente », a-t-il déclaré.

Le magistrat a qualifié l'incident de samedi de « tentative de magnicide » et

de « tentative de massacre ». Deux drones, chargés chacun d'un kilo de C-4, un puissant explosif militaire, ont explosé à proximité de la tribune présidentielle lors d'une cérémonie militaire, selon les autorités vénézuéliennes.

M. Saab a confirmé que deux hommes avaient été arrêtés « en flagrant délit » alors qu'ils pilotaient un des drones depuis un véhicule à proximité de l'événement, dans le centre de Caracas. Cet engin a explosé après avoir heurté un immeuble, selon les autorités.

Contrairement à ce qu'il avait annoncé, le procureur général n'a pas révélé les identités des personnes interpellées. Pour l'heure, six personnes ont été arrêtées dans cette affaire, d'après le ministre de l'Intérieur, Néstor Reverol.

« On sait d'où ont été pilotés les drones, des preuves y ont été recueillies [...]. Tous les auteurs des faits ont été identifiés ainsi que leurs complices », a ajouté le magistrat.

M. Saab a également assuré, sans plus de précisions, que les personnes « qui ont fabriqué les engins » explosifs ont également été identifiées et que « les premières connexions internationales ont été établies ».

Santos nie

À Bogota, le gouvernement colombien a qualifié d'« absurde » l'accusation portée contre le président Santos. « Il y a une autre [accusation] encore plus insolite : selon laquelle je serais de mèche avec le renseignement américain, avec la droite vénézuélienne, à ourdir des complots pour assassiner le président du Venezuela. Voyons ! » a déclaré lundi ce dernier.

Peu après les faits, M. Maduro a mis en cause son homologue colombien, qui doit passer les rênes du pouvoir mardi à son successeur Ivan Duque (droite). « Je n'ai pas de doute que le nom de Juan Manuel Santos est derrière cet attentat », a-t-il as-

suré, évoquant aussi des « financiers » non identifiés qui résideraient aux États-Unis.

Une marée rouge de partisans du gouvernement avec des portraits du chef de l'État a défilé lundi en fin de journée jusqu'au palais présidentiel de Miraflores. Contrairement à ce qui était annoncé, M. Maduro ne s'est pas montré à l'arrivée du cortège.

Un mystérieux groupe rebelle, baptisé « Mouvement national des soldats en chemise », jusque-là inconnu, a revendiqué l'action dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux.

Rapidité de la réponse des forces de l'ordre, contradictions dans les déclarations des autorités et éventuelles manipulations : cette affaire soulève de nombreuses questions.

C'est une « tentative de criminaliser ceux qui s'opposent légitimement et démocratiquement et de renforcer la répression », a dénoncé la plateforme d'opposition du Frente Amplio.

Le procureur général n'a pas révélé les identités des six personnes qui ont été arrêtées

III ZIMBABWE

L'opposition dénonce une répression généralisée

FANUEL JONGWE
SUSAN NJANJI
À HARARE
AGENCE FRANCE-PRESSE

L'opposition zimbabwéenne a accusé lundi le pouvoir d'une répression tous azimuts pour empêcher la contestation de la présidentielle du 30 juillet, remportée par le sortant Emmerson Mnangagwa, tandis que 27 militants arrêtés la semaine dernière passeront une nouvelle nuit en prison.

M. Mnangagwa, qui avait pris le pouvoir en novembre à la faveur d'un coup de force contre Robert Mugabe, dont il est l'ancien bras droit, a été élu de justesse dès le premier tour avec 50,8 % des voix.

L'annonce des résultats à ce premier scrutin depuis la chute de M. Mugabe, resté près de quatre décennies au pouvoir, a donné lieu mercredi dernier à des manifestations violemment réprimées par les forces de l'ordre. Au moins six personnes sont mortes.

Le lendemain, la police avait perquisitionné les locaux du Mouvement pour le changement démocratique (MDC, opposition), arrêtant une vingtaine de personnes.

L'opposition, qui a déjà annoncé son intention de contester le résultat de l'élection devant la justice, a dénoncé une répression généralisée destinée à faire peur aux gens et à donner une fausse impression de normalité, assurant que les arrestations se poursuivent.

« Ils essaient de paralyser l'opposition pour qu'il n'y ait pas de résistance ou d'action contre les faux résultats » de la présidentielle, a affirmé lundi à l'AFP Nkululeko Sibanda, porte-parole du chef de l'opposition Nelson Chamisa, arrivé en deuxième position avec 44,3 % des suffrages.

« Ça devient plus dangereux chaque jour. Nous savons qu'ils recherchent 4000 personnes. On ne sait pas pour quelle raison. Mais ce que nous savons, c'est que c'est de l'intimidation », a-t-il précisé.

Portés disparus

« C'est une situation inquiétante. Ils [policiers] vont dans les maisons, emmènent des gens vers des destinations inconnues. Ces gens ne sont pas conduits



Un partisan du Mouvement pour le changement démocratique fait le geste symbolique de son parti alors qu'il est escorté du palais de justice à un camion de la police.

ZINYANGE AUNTONY AGENCE FRANCE-PRESSE

aux postes de police », a ajouté le porte-parole. Il estime qu'une cinquantaine de militants sont portés disparus.

Lundi, la justice devait examiner la mise en liberté provisoire de 27 personnes arrêtées au siège du MDC au lendemain des violences postélectorales.

Le procureur Michel Reza a demandé à ce qu'elles restent en prison. « La mort de six personnes, les voitures brûlées... sont directement liées aux accusés. Les enquêtes ne sont qu'à leurs débuts. Libérer les prévenus n'est pas dans l'intérêt de la justice », a-t-il lancé lors de l'audience.

La défense a évoqué des arrestations arbitraires devant la Cour, qui a renvoyé sa décision à mardi.

Sur le plan judiciaire, le MDC devrait annoncer mardi également sa stratégie pour obtenir l'invalidation de l'élection.

De son côté, le président Mnangagwa, ancien chef de la sécurité nationale sous Mugabe, qui a dirigé la brutale répression (20 000 morts) dans les provinces dissidentes du Matabeleland (ouest) et des Midlands (centre) en 1983, poursuit l'opération de séduction qu'il mène depuis son arrivée au pouvoir.

Il assure que son élection marque « un

nouveau départ » pour « construire un nouveau Zimbabwe pour tous ».

Il a aussi promis une enquête indépendante sur les violences et même dénoncé l'intervention de policiers qui ont retardé vendredi une conférence de presse de l'opposition. Ce genre de comportement « n'a pas de place dans notre société », a-t-il commenté.

Bon flic, mauvais flic

Pour Charles Laurie, du groupe de réflexion Verisk Maplecroft, « il y a une stratégie "bon flic, mauvais flic". Pendant que Mnangagwa multiplie les platitudes sur la réconciliation et le respect de la loi, l'appareil sécuritaire qu'il contrôle réprime les opposants ».

« On ne parle pas d'incidents isolés, ou de soldats qui auraient dépassé les bornes. Cela fait partie d'une stratégie », estime-t-il. « Mnangagwa a passé les huit derniers mois à essayer de construire des relations avec les gouvernements et hommes d'affaires occidentaux. Sa priorité est d'asseoir sa victoire et pour le moment le plus grand écueil, c'est la contestation du résultat. Il essaie donc de déstabiliser le MDC ».

III BANGLADESH

Peine de mort envisagée pour la mortalité routière « délibérée »

AGENCE FRANCE-PRESSE
À DACCA

Le gouvernement bangladais a proposé lundi la peine de mort en cas d'accident de la route mortel « causé délibérément » pour apaiser les manifestations contre l'insécurité routière qui ont lieu depuis plus d'une semaine, tandis que de nouveaux heurts ont opposé manifestants étudiants et police.

Le ministre de la Justice et des Lois, Anisul Huq, a déclaré lundi que le gouvernement a approuvé une loi autorisant la peine capitale « si l'enquête prouve que la mort dans un accident de la route a été causée délibérément ».

Cette déclaration fait suite aux manifestations qui se sont multipliées ces derniers jours à travers le pays, après la mort de deux jeunes percutés par un bus qui roulait trop vite.

Dans le quartier de Rampura à Dacca, des heurts ont opposé lundi des centaines d'étudiants à la police, qui a utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser, a affirmé le chef de la police locale, Rafiqul Islam.

« Ils ont tenté de mettre le feu à un camp de police », a-t-il dit en ajoutant que quatre policiers ont été blessés.

Des étudiants ont raconté que la police a tiré des balles de caoutchouc sur les manifestants dans le quartier de deux universités privées et que des membres de la branche étudiante du parti au pouvoir, la Ligue Awami, les ont attaqués à l'aide de matraques et de briques.

« La situation est grave, nous avons conduit au moins trois étudiants à l'hôpital », a précisé l'un d'entre eux, Z. Mallick.

De nombreuses personnes ont été blessées depuis samedi par les gaz lacrymogènes et par les attaques de groupes fidèles au gouvernement contre des manifestants, des photographes et contre la voiture de l'ambassadrice américaine.

Au cours des neuf derniers jours, des dizaines de milliers d'étudiants ont mis le feu à huit bus et ont bloqué la capitale Dacca ainsi que d'autres parties du pays pour réclamer une meilleure sécurité routière.

Attirant la presse étrangère et provoquant des critiques de l'ONU et d'associations de défense des droits de la personne, ces affrontements se sont transformés en véritable mise à l'épreuve pour le gouvernement de la première ministre Sheikh Hasina, à un peu moins de quatre mois des élections.



À Dacca, des heurts ont opposé lundi des centaines d'étudiants à la police, qui a utilisé des gaz lacrymogènes pour les disperser.

MUNIR UZ ZAMAN
AGENCE
FRANCE-PRESSE

III MYANMAR

La lutte continue pour les dissidents de la « Génération 88 »

AGENCE FRANCE-PRESSE
À RANGOUN

De ses années de dissidence au Myanmar, Ko Shell garde une dentition ravagée par les tortures en prison. Trente ans après la répression sanglante de la révolte populaire de 1988, il craint que la nouvelle génération oublie les luttes de ses aînés.

Le mouvement de contestation des frondeurs, regroupés sous l'étiquette « Génération 88 », avait été violemment réprimé par la junte militaire. Le 8 août 1988, des milliers de Myanmarais étaient tombés sous les balles de l'armée, emprisonnés pendant de longues années ou contraints à l'exil.

Le manque de discussion critique au Myanmar aujourd'hui sur notre passé récent est un gros problème

THANT MYINT-U



Trente ans plus tard, certains ex-frondeurs, à l'image de Ko Ko Gyi, ambitionnent de devenir, pour les législatives de 2020, une force politique de remplacement au parti de la Prix Nobel de la paix, Aung San Suu Kyi.

C'est au moment de la révolte de 1988 que cette dernière est devenue le visage de la lutte contre les militaires.

Pourtant, peu a été fait depuis son arrivée au pouvoir en 2016 pour célébrer la « Génération 1988 » : aucun monument n'a été édifié à la mémoire des milliers de morts, peu de livres ont été publiés pour expliquer leurs idéaux.

Kyaw Soe Win, aujourd'hui âgé de 50 ans, a passé six ans en prison, dans les années 1990, pour avoir distribué

des tracts et communiqué avec des dissidents en exil. Aujourd'hui, il essaye par l'intermédiaire d'une ONG d'aider les anciens prisonniers politiques qui ne se sont, pour certains, jamais remis physiquement et mentalement de leurs années de privation.

L'absence de prise en charge de ceux qui ont combattu au côté d'Aung San Suu Kyi, qui, elle, était en résidence surveillée et non en prison, et plus généralement le peu de cas fait de leur lutte freinent une prise de conscience collective.

« Le manque de discussion critique au Myanmar aujourd'hui sur notre passé récent est un gros problème », estime l'historien Thant Myint-U. Pourtant, de nombreux députés de la

Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi, qui domine largement le Parlement, sont passés par la case prison sous la junte.

Un tiers d'entre eux ont été incarcérés à l'époque, selon les calculs de Min Thu, un des députés de la majorité, qui a lui-même passé dix ans en détention et n'a été libéré qu'en 2012, un an après l'autodissolution de la junte.

« Aujourd'hui, les gens n'ont pas peur de leur gouvernement. Ils peuvent exprimer leur opinion, ils peuvent critiquer », assure-t-il, tout en admettant que l'armée reste si influente que le pouvoir civil ne peut pas l'affronter aussi frontalement que les étudiants de la « Génération 88 » l'auraient rêvé.

EN BREF



Simone Gbagbo en 2016
ISSOUF SANOGO AGENCE FRANCE-PRESSE

Côte d'Ivoire : Simone Gbagbo amnistiée

ABIDJAN — L'ancienne « Dame de fer » de Côte d'Ivoire Simone Gbagbo, qui a connu les sommets du pouvoir, puis la chute avec son mari Laurent, devrait sortir de prison « prochainement », bénéficiant d'une amnistie du président Alassane Ouattara, annoncée lundi. Incarcérée depuis sept ans, après la sanglante crise postélectorale qui a fait 30 000 morts en 2010-2011 et la défaite militaire de son camp face à celui de l'actuel président Alassane Ouattara, Simone Gbagbo a été condamnée en 2015 à 20 ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'État ». En 2017, elle avait été acquittée à la surprise générale. Mais ce jugement venait d'être cassé, le 26 juillet dernier.

Agence France-Presse

Nicaragua : un organisme forcé de fermer ses portes

MANAGUA — L'Association nicaraguayenne pour les droits de l'Homme (ANPDH), en pointe dans la défense des manifestants antigouvernementaux, a annoncé dimanche la fermeture de ses bureaux à la suite de menaces émanant de groupes paramilitaires. L'ANPDH « a reçu des informations alarmantes sur le retour de pratiques illégales de persécution judiciaire et de criminalisation sans fondement légal » qui menacent ses militants, a affirmé l'association dans un communiqué. L'ANPDH a reçu en juillet le Prix franco-allemand des droits de l'Homme en reconnaissance de son travail. Selon l'organisation, 448 personnes sont mortes dans la répression du mouvement de révolte contre le président Daniel Ortega.

Agence France-Presse

Selon les Chiliens, l'Église catholique protège les prêtres pédophiles

SANTIAGO — En plein scandale de pédophilie au Chili, l'image de l'Église catholique apparaît sérieusement dégradée : 96 % des Chiliens considèrent que l'institution protège les prêtres accusés de sévices sexuels, selon un sondage publié lundi. L'Église catholique chilienne traverse l'une des plus graves crises de confiance, puisque selon 39 % des Chiliens, la majorité des prêtres sont impliqués dans des affaires de sévices sexuels, révèle l'enquête de l'institut Cadem réalisée la première semaine d'août. Les évêques se sont récemment excusés d'avoir « manqué à leurs devoirs » d'assistance aux victimes de sévices sexuels, au terme d'une assemblée extraordinaire.

Agence France-Presse

EN BREF



ERIC THOMAS AGENCE FRANCE-PRESSE

Alcoa demande aux États-Unis d'exempter l'aluminium québécois

La plus grande compagnie américaine d'aluminium, Alcoa, se dit incapable de répondre à la demande de contenants de boissons aux États-Unis et presse Washington d'exempter de tarifs commerciaux l'aluminium produit dans son usine de Baie-Comeau, au Québec, a rapporté lundi *The Wall Street Journal*. L'entreprise de Pittsburgh dit avoir cherché sans succès une autre compagnie américaine capable de lui fournir la forme d'aluminium requise dans la fabrication des cannettes. Des milliers d'autres demandes du même genre ont été soumises par des compagnies américaines depuis le début de l'imposition par le gouvernement Trump de tarifs douaniers de 10 % sur l'aluminium et de 25 % sur l'acier de l'étranger.

Le Devoir

Grève des professionnels à Revenu Québec

Revenu Québec sera touché par une grève de ses 4600 professionnels, le week-end prochain. Ses comptables, agents de gestion financière et analystes en procédés informatiques sont membres du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). Leur convention collective est échue depuis le 31 mars 2015, soit depuis plus de trois ans. Comme il s'agira d'un week-end, ce n'est qu'une petite proportion des professionnels qui feront effectivement la grève. Il pourra s'agir, par exemple, de ceux qui font des vérifications fiscales dans les restaurants et les bars, a expliqué lundi le président du SPGQ, Richard Perron. Le salaire est au cœur du litige. Pour le moment, la grève n'est prévue que samedi et dimanche.

La Presse canadienne

Commerce : Pékin ne veut pas du « combat de rue »

SHANGHAI — Donald Trump a transformé le commerce international en un « jeu où personne n'est gagnant », a dit lundi le *Quotidien du peuple*, l'organe officiel du Parti communiste chinois (PCC), qui émet de rares critiques directes à l'encontre du président américain. Le journal accuse Donald Trump d'avoir « soigneusement » mis en scène un feuilleton malhonnête aux allures de « combat de rue », peut-on lire dans un texte de l'agence Reuters. C'est un « vœu pieux » du président américain de penser que d'autres vont prendre part à son jeu, est-il écrit dans un commentaire. « On ne gouverne pas un pays comme on dirige une entreprise », ajoute le journal, estimant que les agissements de Trump mettaient en péril la crédibilité nationale des États-Unis.

Le Devoir

HSBC rattache des activités à la France sur fond de Brexit

Le secteur financier accélère les préparatifs

AGENCE FRANCE-PRESSE
À LONDRES

La banque britannique HSBC a annoncé lundi le rattachement juridique vers sa filiale française d'activités européennes, qui étaient jusqu'à présent contrôlées depuis Londres, au moment où le secteur financier accélère les préparatifs en vue du Brexit.

HSBC a annoncé ces changements de périmètre dans un communiqué publié par HSBC France, quelques heures après avoir dévoilé des résultats mitigés pour le deuxième trimestre. La première banque européenne ne fait pas référence explicitement au Brexit, mais explique qu'elle « ajuste ses activités » pour continuer à servir au mieux ses clients « dans un contexte d'évolution politique et réglementaire en Europe ».

Dans les faits, sa filiale britannique HSBC Bank, basée à Londres, va perdre le contrôle de sept succursales européennes, qui seront désormais rattachées à HSBC France, à Paris. Ce transfert devrait être effectué durant le premier trimestre 2019, soit juste avant la sortie du Royaume-Uni de l'UE, prévue fin mars.

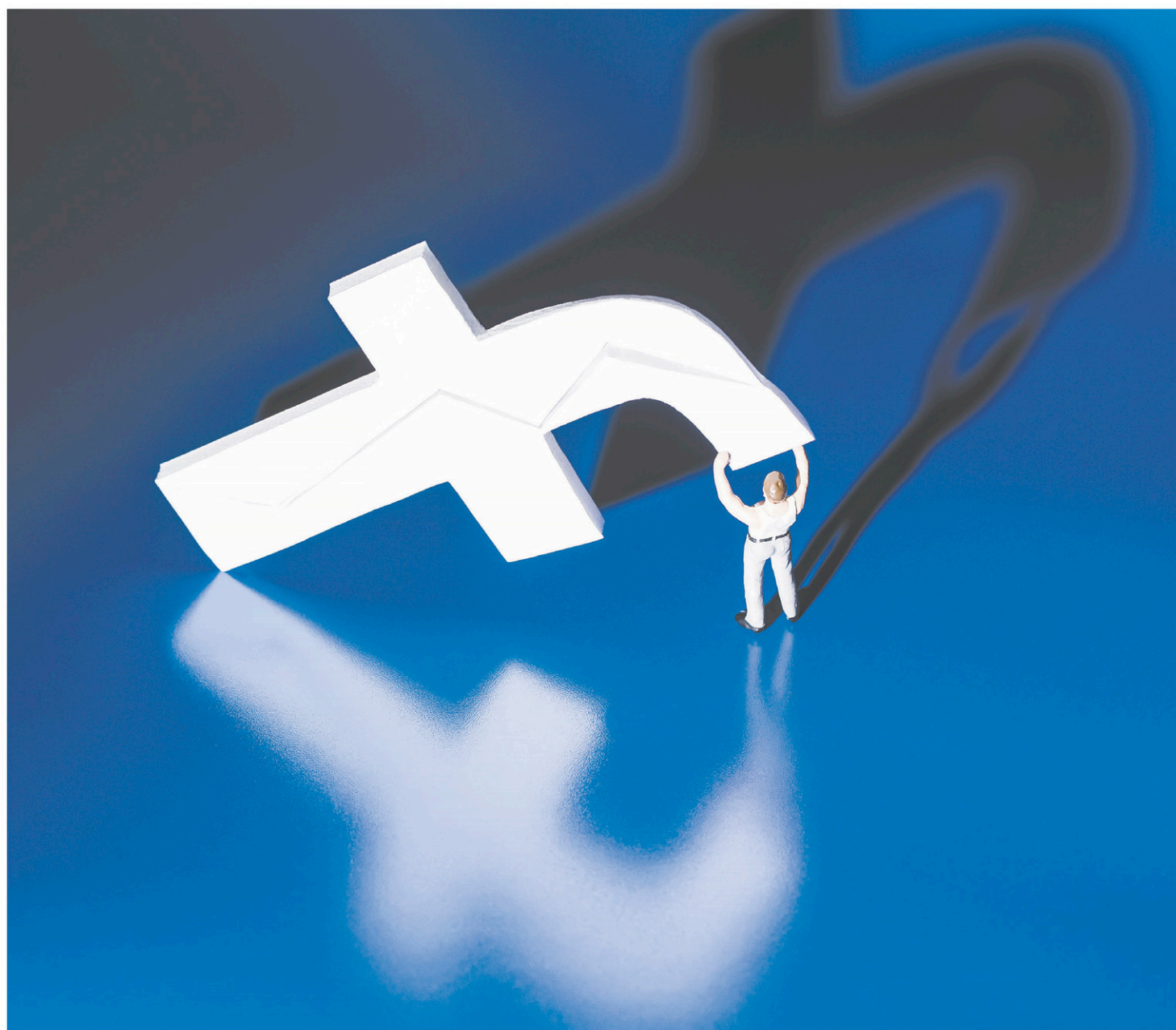
La banque n'évoque pas, par ailleurs, le transfert d'activités réalisées à Londres vers la France, alors qu'elle avait prévenu de longue date que le Brexit pourrait la contraindre à déplacer jusqu'à un millier d'emplois vers Paris.

Les grands établissements financiers présents au Royaume-Uni ont beaucoup à perdre avec le Brexit, qui implique la fin du passeport financier européen. Ce précieux sésame leur permet de proposer leurs services sur tout le continent depuis le Royaume-Uni. Le projet du gouvernement britannique sur le Brexit, dont le volet sur les biens a été retoqué par Bruxelles, prévoit que le secteur des services, y compris financiers, ferait l'objet d'un nouvel accord qui doit entraîner davantage de barrières pour les banques.



Ce transfert devrait être effectué durant le premier trimestre 2019, soit juste avant la sortie du Royaume-Uni de l'UE.

TOLGA AKMEN AGENCE FRANCE-PRESSE



Ces informations remettent sur le devant de la scène la question des données personnelles des utilisateurs après le scandale Cambridge Analytica.

JOEL SAGET AGENCE
FRANCE-PRESSE

Facebook veut avoir accès aux données de clients de banques

L'objectif serait d'offrir de nouveaux services sur Messenger

AGENCE FRANCE-PRESSE
À NEW YORK

Facebook a approché de grandes banques américaines pour leur demander de partager des données de leurs clients dans l'objectif de proposer de nouveaux services sur Messenger, a indiqué lundi à l'AFP une source proche du dossier.

Le célèbre réseau social a tenu il y a plusieurs mois des discussions avec Chase, la banque de détail de JPMorgan Chase, Citi (Citigroup) et Wells Fargo, a ajouté sous couvert de l'anonymat cette source, ajoutant que JPMorgan Chase avait mis fin à ces négociations. Des contacts ont également été pris avec la banque U.S. Bancorp, selon le *Wall Street Journal*, qui a révélé l'affaire.

Le groupe de Mark Zuckerberg souhaitait avoir des informations sur toutes les transactions financières effectuées par carte bancaire et connaître les soldes des comptes courants de clients, a encore dit la source. Il demandait des informations sur les commerces avec lesquels ils font affaire et proposait en échange aux établissements bancaires de placer sur Messenger, qui revendique 1,3 milliard d'utilisateurs actifs, certaines de leurs offres.

Facebook n'a en revanche pas précisé quelle utilisation il entendait faire des données demandées, selon la source. « Comme plusieurs entreprises Internet avec des activités commerciales, nous nous associons à des banques et à

des émetteurs de cartes bancaires pour offrir des services comme la messagerie instantanée avec les clients et la gestion de compte », a répondu à l'AFP une porte-parole de Facebook.

Et d'ajouter : « Les comptes courants liés aux pages Facebook permettent à leurs propriétaires de recevoir en temps réel des actualisations sur Messenger et peuvent ainsi garder les traces sur les données de leurs transactions, comme des reçus de caisse, les dates de livraison et le solde de leurs comptes courants. » « Nous n'utilisons pas ces informations à des fins publicitaires », a-t-elle encore défendu.

Sans confirmer ni infirmer les informations, une porte-parole de Citi a indiqué à l'AFP que l'établissement avait « régulièrement » des discussions sur de « potentiels » partenariats. Une source interne a, elle, dit à l'AFP que la banque n'excluait pas de partenariat avec un réseau social, car elle a constaté que ses clients passent de plus en plus temps de temps sur les réseaux sociaux. Patricia Wexler, une porte-parole de JPMorgan Chase, a renvoyé l'AFP vers une déclaration qu'elle avait faite au *Wall Street Journal* : « Nous ne partageons pas les données des transactions effectuées par nos clients [...] et avons par conséquent rejeté certaines propositions ». Wells Fargo n'a pas souhaité faire de commentaires.

Ces informations remettent sur le devant de la scène la question des données personnelles des utilisateurs après le scandale Cambridge Analytica (CA),

Facebook aurait vanté aux banques les mérites d'une fonctionnalité qui permettrait aux utilisateurs de voir le solde de leur compte courant et de les alerter en cas de fraude

une société britannique accusée d'avoir collecté et exploité sans leur consentement les données d'utilisateurs du réseau social à des fins politiques.

Cette affaire et d'autres polémiques à répétition ont affecté les résultats récents de Facebook et obscurci ses performances à venir, ce qui a conduit à une perte de 119 milliards de dollars de capitalisation boursière en une seule séance fin juillet à Wall Street.

De l'intérêt pour la « fintech »

Facebook aurait vanté aux banques les mérites d'une fonctionnalité qui permettrait aux utilisateurs de voir le solde de leur compte courant et de les alerter en cas de fraude, affirme le *Wall Street Journal*. Le réseau social se serait engagé à ne pas partager leurs données financières avec des parties tierces.

Les données personnelles des utilisateurs sont la base du modèle économique de Facebook, dont la quasi-totalité des revenus provient des ventes d'espaces publicitaires.

Un partenariat avec Facebook permettrait aux banques de combler le fossé grandissant avec les jeunes entreprises spécialisées dans la technologie financière (*fintech*), qui séduisent les millénaires (18-35 ans).

L'application Venmo (PayPal), par exemple, s'est imposée comme un des principaux moyens de transfert d'argent entre particuliers par téléphone intelligent, loin devant Zelle, mise en place par un consortium de grandes banques.

Ciment McInnis perd son président

Hervé Mallet part après à peine deux ans

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Ciment McInnis perd son président. Nommé au terme d'un recrutement international, Hervé Mallet quitte à peine deux ans plus tard sans autre explication.

Le communiqué qui en fait l'annonce est plutôt laconique. Le président et chef de la direction de McInnis depuis novembre 2016, Hervé Mallet, quitte la société. « Le conseil d'administration tient à souligner le travail accompli pendant la période où M. Mallet a assumé la direction de l'entreprise, et l'en remercie. »

Le chef de la direction financière, Jean Moreau, assurera l'intérim. « M. Moreau s'est joint à McInnis au printemps 2017. Possédant une solide expérience en direction générale d'entreprise, des finances et des opérations, il a œuvré au

sein de plusieurs équipes de direction de sociétés privées et publiques. Connaisseur déjà parfaitement McInnis, M. Moreau assurera la continuité des opérations de l'entreprise », souligne la cimenterie gaspésienne.

La directrice des communications, Maryse Tremblay, a ajouté que l'entreprise s'en tenait au communiqué. Et que « la montée en puissance de l'usine », inaugurée en septembre 2017, « se poursuit selon notre planification », lit-on dans un courriel.

M. Mallet est entré en fonction au terme d'un recrutement international amorcé à l'été 2016. Il était alors vice-président de direction - Amérique du Nord pour Dynacast, une entreprise manufacturière comptant 23 usines et 6000 employés à travers le monde. Il est venu remplacer Christian Gagnon,

qui a quitté l'entreprise au début d'août 2016. Quelques semaines plus tôt, il avait été révélé que le coût du projet allait atteindre 1,5 milliard de dollars, un dépassement de quelque 400 millions forçant les actionnaires à remettre la main dans leurs poches, une recapitalisation qui a donné le contrôle de l'entreprise à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Puis, en janvier 2018, il a été permis d'apprendre que la Caisse de dépôt et ses partenaires auraient fait appel à des conseillers afin d'évaluer les options pour l'avenir de la cimenterie, dont sa vente.

Aucun commentaire à la Caisse

À la Caisse de dépôt et placement du Québec, actionnaire majoritaire de la cimenterie, on refuse de commenter ce départ, renvoyant la demande d'infor-

mation aux communications internes chez McInnis. On prend soin d'ajouter qu'il n'altère en rien la réflexion que mène présentement l'organisation quant à un éventuel reprenneur pour la cimenterie. « Nous avons effectivement dit publiquement qu'à long terme, notre objectif n'est pas d'être un opérateur d'une cimenterie », a commenté Maxime Chagnon, directeur principal, Communications avec les médias et relations publiques. « Nous sommes à évaluer différents scénarios, mais comme c'est toujours le cas, la Caisse ne télégraphie jamais au marché ses stratégies ou intentions en matière d'investissement. C'est un processus en continu et nous ne sommes pas pressés. C'est une usine que nous continuons d'améliorer et qui fonctionne très bien. C'est un actif de classe mondiale », a-t-il écrit.

À la Caisse de dépôt et placement du Québec, actionnaire majoritaire de la cimenterie, on refuse de commenter ce départ

III ÉTATS-UNIS

Le ministère de la Justice fait appel de la fusion AT&T-Time Warner

Le dossier a pris une tournure politique avec les critiques soulevées par Donald Trump

AGENCE FRANCE-PRESSE
À NEW YORK

Le ministère américain de la Justice a formellement interjeté appel lundi d'une décision d'instance autorisant la fusion entre l'opérateur de télécommunications AT&T et Time Warner (HBO, CNN et studio Warner Bros.). Le régulateur affirme que le verdict de première instance doit être annulé parce que le juge a ignoré des « principes fondamentaux de l'économie et du bon sens ».

Une victoire du ministère de la Justice aurait d'importantes conséquences, car AT&T a finalisé l'opération le 14 juin, deux jours après avoir reçu l'aval du juge Richard Leon mettant momentanément fin à un bras de fer de plusieurs mois avec le ministère. AT&T, qui a toujours fait valoir qu'il ne faisait pas le même métier que Time Warner, a promis de laisser sa nouvelle acquisition, rebaptisée WarnerMedia, fonctionner indépendamment jusqu'en 2019 au cas où il perdrait en appel.

Dans sa décision du 12 juin, le juge fédéral Richard Leon avait souligné que le gouvernement n'avait pas apporté la moindre preuve que cette fusion puisse pénaliser les consommateurs.

Le dossier avait pris un tour politique avec les critiques adressées par Donald Trump à l'encontre de CNN, l'un des fleurons de Time Warner. L'opération avait été annoncée en 2016 et s'élève à 85 milliards de dollars. AT&T est le premier câble-opérateur américain. Time Warner constitue, lui, un énorme groupe de médias, propriétaire notamment de la chaîne HBO, des studios de cinéma Warner ou encore de la chaîne d'informations CNN.

Le paysage des médias et des télécommunications américain est en plein bouleversement avec des rapprochements opérés entre les acteurs traditionnels de ces secteurs pour faire place à l'arrivée des géants de l'Internet comme Amazon, Apple, Google ou encore Netflix.

Le régulateur affirme que le verdict de première instance doit être annulé parce que le juge a ignoré des « principes fondamentaux de l'économie et du bon sens »



Le Canada et les États-Unis alignent leurs normes sur les émissions de gaz à effet de serre des véhicules depuis plus de deux décennies.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

III AUTOMOBILE

Les règles canadiennes sur les émissions seront revues

La Maison-Blanche a annulé le rehaussement annuel des normes

MIA RABSON
À OTTAWA
LA PRESSE CANADIENNE

Le Canada examinera les normes d'émission s'appliquant aux véhicules automobiles qu'il a établies avec les États-Unis avant de décider de la marche à suivre concernant le plan du gouvernement Trump visant à affaiblir ces normes dans les années à venir.

La ministre de l'Environnement, Catherine McKenna, dévoilera un document de discussion dès mardi pour lancer cet examen, quelques jours à peine après l'annonce, par la Maison-Blanche, de l'annulation du rehaussement annuel des normes d'émission requises après 2021.

Le Canada et les États-Unis alignent leurs normes sur les émissions de gaz à effet de serre des véhicules depuis plus de deux décennies. À moins que le Canada rejette la réglementation existante et rédige la sienne, ce qui pourrait prendre au moins deux ans, le pays suivra automatiquement le plan américain. Ce plan, adopté en 2012 par le premier ministre Stephen Harper et le président Barack Obama, visait à contraindre les constructeurs automobiles à rendre les véhicules plus économes en carburant

chaque année entre 2017 et 2025. Le président américain, Donald Trump, entend maintenant geler ces normes à compter de 2021.

Une porte-parole de la ministre McKenna, Caroline Thériault, a déclaré que l'examen avait déjà été prévu lors de l'adoption du règlement et n'avait pas été décidé à la suite de l'annonce de M. Trump la semaine dernière. Elle a ajouté que le Canada examinerait les impacts environnementaux et économiques dans cet examen et le compléterait avant que des décisions soient prises sur la façon de procéder. « Nous accordons une attention particulière à la révision [...] des normes d'efficacité énergétique des véhicules et aux actions de la Californie et d'autres États américains partageant les mêmes idées », a-t-elle dit.

Pas de décision hâtive

Les constructeurs automobiles canadiens ne veulent pas qu'Ottawa prenne des décisions définitives sur la réglementation tant que ce qui se passera aux États-Unis ne sera pas plus clair. Au moins 19 procureurs d'État entendent poursuivre le gouvernement américain en justice en raison de ces reculs, incluant l'objectif de la Maison-Blanche d'éliminer une dérogation fédérale qui

permet aux États de définir des normes plus strictes que les normes nationales.

« Dans le contexte où nous avons toujours suivi ce que les États-Unis ont fait, il est logique de voir ce qui se passe à l'autre bout du processus d'examen réglementaire américain », a expliqué le président de Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada, David Adams. Son groupe représente 15 constructeurs automobiles qui vendent des voitures au Canada et fera partie du processus de révision.

Les véhicules légers à essence représentaient environ 11 % de l'empreinte de gaz à effet de serre du Canada en 2016, l'année la plus récente pour laquelle des données sur les émissions sont disponibles. Il s'agit d'une augmentation d'environ 4 % par rapport à dix ans plus tôt. Si le Canada reste aligné avec les États-Unis sur les émissions de véhicules et que Washington renonce à de nouvelles améliorations après 2021, il augmentera de 10 millions de tonnes les émissions annuelles de voitures et de camions d'ici 2030 par rapport à ce qu'elles seraient avec les normes existantes, a calculé la semaine dernière le conseil international pour des transports propres (International Council on Clean Transportation).

PETITES ANNONCES

307
LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
www.bonheuroccasion.com

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE
OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

Pour une publication
section décès dans LE DEVOIR
Le Mourant
1875, rue Du Havre, bureau 107,
Montréal, Qc, H2K 2K4
TÉL: 514 525-1149
FAX: 514 525-7799
devoir@ledevoir.com

Promotion spéciale Petites annonces

Pour les annonces textes de 5 lignes et moins

7 jours
de parution
100 \$

OU
4 samedis
consécutifs
100 \$

Pour information

Téléphone : 514 985-3322
Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

LE DEVOIR



Indra Nooyi laisse un groupe ayant réalisé un chiffre d'affaires de 63,5 milliards l'an dernier et pesant près de 165 milliards en Bourse.

La patronne de PepsiCo quitte l'entreprise

Indra Nooyi était une des rares femmes p.-d.g. d'une multinationale américaine

LUC OLINGA
À NEW YORK
AGENCE FRANCE-PRESSE

PepsiCo a annoncé lundi le départ de son emblématique patronne Indra Nooyi, une des rares femmes à diriger une multinationale américaine, au moment où les producteurs de sodas et d'en-cas sont aux prises avec des changements de goûts de consommateurs plus exigeants sur la qualité des aliments.

M^{me} Nooyi, qui a passé 24 ans dans le groupe, dont 12 à sa tête, sera remplacée le 3 octobre par Ramon Laguarta, un cadre dirigeant de la société qui fut le responsable des activités européennes. Elle-même restera présidente du conseil d'administration jusqu'au début de l'année 2019 pour assurer la transition.

« Ayant grandi en Inde, je n'aurais jamais imaginé avoir l'occasion de diriger une entreprise aussi extraordinaire », a déclaré Indra Nooyi, 62 ans, qui avait incité en septembre le groupe à élever M. Laguarta au poste de numéro 2 afin de le préparer à lui succéder. « Comme directrice générale, elle a fait croître notre chiffre d'affaires de plus de 80 % [...] et a ajouté une nouvelle marque à un milliard de dollars quasiment tous les deux ans », a assuré Ian Cook, un mem-

bre du conseil d'administration.

M^{me} Nooyi laisse un groupe ayant réalisé un chiffre d'affaires de 63,5 milliards l'an dernier et pesant près de 165 milliards en Bourse. Elle était une des rares femmes à la tête d'une grande entreprise américaine : selon le cabinet Catalyst, seuls 5 % des 500 grosses entreprises cotées à Wall Street sont dirigées par des femmes, soit 25 p.-d.g. Avec le départ de M^{me} Nooyi, il n'en reste plus que 24. Denise Morrison chez Campbell Soup, Meg Whitman chez Hewlett-Packard et Irene Rosenfeld chez Mondelez ont également cédé les rênes récemment.

Indra Nooyi est aussi connue pour ses opinions politiques. Pendant la dernière campagne présidentielle, elle avait pris parti pour la démocrate Hillary Clinton. Après l'élection de Donald Trump, en novembre 2016, elle avait relayé les craintes de certains de ses employés en déclarant, lors d'un colloque à New York : « Nos employés, en particulier ceux qui ne sont pas Blancs ou qui sont LGBT, demandent : "Sommes-nous en sécurité?" »

Aux commandes depuis 2006

Elle a pris les commandes de PepsiCo en octobre 2006 et avait fait la promesse de diversifier l'entreprise pour la rendre moins dépendante de ses sodas

(Pepsi), de ses boissons énergisantes (Gatorade) ainsi que de ses croustilles Doritos. Joignant les actes aux paroles, cette immigrée, arrivée aux États-Unis en 1978 grâce à une bourse de la prestigieuse université de Yale, a investi à tout va dans les produits nutritifs.

En parallèle, Indra Nooyi donne plus de moyens à la recherche et développement, encourage les experts du groupe à aller en Islande pour étudier les algues, en Afrique et en Amazonie pour s'instruire sur les bienfaits des plantes et des graines. Elle se fixe en 2010 l'objectif de tripler les recettes générées par les produits nutritifs à 30 milliards de dollars dans les dix ans.

Cette ambition a depuis été revue à la baisse, donnant une fenêtre de tir au financier américain Nelson Peltz, qui a fait son entrée au capital du groupe en 2011 par son fonds Triam. Jugeant que la diversification ne rapporte pas assez, M. Peltz exige de PepsiCo qu'elle se scinde en trois entités indépendantes : les sodas, l'activité d'emballage et les en-cas.

M^{me} Nooyi s'y oppose et procède à des coupes pour choyer les actionnaires avec de juteux dividendes et programmes de rachat d'actions. Sous sa férule, les actionnaires de PepsiCo ont vu leur retour sur investissement s'élever à 149 %.

Las, Nelson Peltz vend sa participation en 2016, mais la scission de l'entreprise reste d'actualité. D'autant que le secteur des boissons gazeuses non alcoolisées demeure pénalisé en Amérique du Nord par le déclin des ventes, les boissons sucrées étant liées à des maladies cardiovasculaires. Des municipalités américaines essaient d'adopter des « taxes soda » pour forcer les producteurs à changer.

PepsiCo, comme Coca-Cola, s'en remet beaucoup à l'augmentation de ses prix et à l'introduction de nouveaux contenants afin d'arrêter l'érosion du chiffre d'affaires des sodas.

III CONSTRUCTION

Québec crée une nouvelle grappe industrielle

LIA LÉVESQUE
LA PRESSE CANADIENNE

Avec la future grappe de l'industrie de la construction, annoncée lundi à Montréal, Québec espère que les partenaires de l'industrie pourront davantage se parler et peut-être éviter des conflits comme celui qui a touché les grutiers, en juin.

La ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, Dominique Anglade, a confirmé la création d'une grappe industrielle pour l'industrie de la construction — la 11^e grappe. Elle verra officiellement le jour à l'hiver 2019. Le budget de mars dernier avait d'ailleurs prévu une somme de 1,4 million sur cinq ans pour former cette grappe. « Les enjeux sont nombreux : on parle du virage numérique, de l'allègement réglementaire, de la commercialisation, de l'exportation, de la formation de la main-d'œuvre, bref, beaucoup de sujets qui vont être abordés et qui vont permettre finalement à ce secteur de se mobiliser », a expliqué la ministre Anglade au cours d'une conférence de presse.

Pourquoi créer une grappe industrielle ? La ministre énumère les raisons : « Améliorer la productivité, favoriser l'innovation, contribuer au rayonnement du Québec à l'international et puis avoir la mobilisation de l'ensemble des forces et des acteurs ». C'est d'ailleurs une question de modification de la formation de la main-d'œuvre qui avait été à la source du conflit avec les grutiers, en juin dernier, provoquant même une grève illégale.

Interrogée à ce sujet, la ministre a dit croire que le fait que les partenaires discuteront déjà ensemble au sein d'une même grappe sera de nature à faciliter la compréhension mutuelle. « C'est un mécanisme qui pourrait aider. Ça ne veut pas dire que ça va éviter tous les conflits, mais ça peut certainement aller dans un sens positif pour éviter ça à l'avenir. »

Plusieurs partenaires de l'industrie y ont vu une occasion prometteuse de dialogue, mais aussi de modernisation de l'industrie et d'innovation. « Que toute l'industrie travaille ensemble, c'est une nécessité de plus en plus. On se rend compte qu'on doit travailler ensemble pour s'améliorer, pour l'innovation », a fait valoir Éric Côté, vice-président principal de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec.

« Il y a une concurrence internationale qui se structure, qui s'intensifie, et qui vient se porter à la conquête de nos marchés, au Québec et au Canada — d'où la nécessité de la concertation au sein d'une grappe industrielle, a plaidé Benjamin Laplatte, vice-président du Conseil du patronat du Québec.

Que toute l'industrie travaille ensemble, c'est une nécessité de plus en plus. On se rend compte qu'on doit travailler ensemble pour s'améliorer, pour l'innovation.

ÉRIC CÔTÉ



AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

téléphone : 514 985-3452
télécopieur : 514 985-3340

Courriel :
avisdev@ledevoir.com

Appel d'offres

Lachine
Montréal

Direction des travaux publics

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant **10 h 30**, à la date ci-dessous mentionnée, à la mairie d'arrondissement de Lachine, à l'attention de M. Mathieu Legault, secrétaire d'arrondissement, 1800, boul. Saint-Joseph, Lachine (Québec) H8S 2N4 pour :

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : LAC-PUB-1824

Descriptif : Travaux de réfection d'escaliers extérieurs et d'échelles de toit

Date d'ouverture : 23 août 2018

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission

Visite supervisée des lieux : N/A

Renseignements : Pour renseignements : lachinegreffe@ville.montreal.qc.ca

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumissions en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SEAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO. Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du cahier des charges.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans la salle du conseil de la mairie d'arrondissement, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Lachine ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Fait à Montréal, arrondissement de Lachine, ce 7 août 2018.

Mathieu Legault
Secrétaire d'arrondissement

HAMPSTEAD

Des soumissions dans des enveloppes scellées et adressées à Ville de Hampstead, 5569 chemin Queen Mary, Hampstead, Québec, H3X 1W5 seront reçues selon les renseignements ci-dessous :

Appel d'offres pour : ACQUISITION D'UN SERVICE D'HÉBERGEMENT EN MODE COLOCATION, ÎLE DE MONTRÉAL OU COURONNE NORD DE L'ÎLE

Disponibilité des documents :

- Date : À compter du mardi 7 août 2018 via SEAO, www.seao.ca

Ouverture des soumissions :

- Date : Le mardi 28 août 2018
- Heure : 11h
- Endroit : Hôtel de Ville de Hampstead 5569 chemin Queen Mary Hampstead, Québec

Le contrat sera d'une durée de cinq ans.

Seules les personnes, sociétés, corporations et compagnies qui auront obtenu le document d'appel d'offres auprès du SEAO sont admises à soumissionner.

Les soumissions seront reçues au plus tard le 28 août 2018 à onze heures (11 h 00) et seront ouvertes publiquement à cette même date et heure.

La Ville n'est tenue d'accepter ni la plus basse soumission ni aucune autre des soumissions qui lui sont présentées. Elle se réserve en outre le droit de rejeter toutes les soumissions reçues et faire, si elle le juge à propos, une nouvelle demande de soumissions, le tout sans que la Ville soit tenue responsable envers les soumissionnaires.

Donné à Hampstead, ce 7 août 2018.

Michel Richard
Directeur du service des approvisionnements et des systèmes d'information

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant **11 h** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17^e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : VMP-18-018

Mise à niveau de l'éclairage – Square-Victoria

Date d'ouverture : 23 août 2018

Dépôt de garantie : Cautionnement de 10 %.

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du **7 août 2018** par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SEAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SEAO.

Renseignements :
vm-appedoffres@ville.montreal.qc.ca

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 7 août 2018

Le Secrétaire d'arrondissement
Domenico Zambito, avocat

BDO

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Article 102 (4)

No Cour: 505-11-015365-187
No Ottawa: 41-2404600

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE :

Coiffure Véronique Bernard Inc. Personne morale constituée ayant son siège social au 125 chemin St-François-Xavier, Candiac (QC) J5R 3X8.

AVIS est, par les présentes donné que la faillite de Coiffure Véronique Bernard Inc. est survenue le 30 juillet 2018 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 20^e jour d'août 2018 à 15 h 30, au bureau du syndic BDO Canada Limitée 6049 avenue Auteuil, dans la ville de Brossard, dans la province de Québec.

Fait à Montréal, ce 1^{er} jour d'août 2018.

BDO Canada Limitée
Ronald P. Gagnon,
LL.B. CIRP, SAI
1000, de la Gauchetière Ouest, bureau 200
Montréal (QC) H3B 4W5
Tél.: 514-934-7810

MNP

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de : JEAN-CLAUDE BÉLISLE

AVIS est par les présentes donné que la faillite de Jean-Claude Bélesle, domicilié au 1967, rue Guertin, Val-David, QC J0T 2N0, est survenue le 31 juillet 2018, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 17 août 2018 à 10h30 au bureau du syndic, au 4, rue de Marigny O., bureau 201, St-Jérôme, QC.

Robert Takash, cnp, ur
Responsable de l'actif

DONNÉ à Montréal, le 3 août 2018

1155, boul. René-Lévesque Ouest, 1^{er} étage, Montréal QC H3B 4V2
Tél. : 514 932-4115
Téléco. : 514 932-9195
mnpdelttes.ca

Un don d'espoir pour la vie

ARMÉE SAUVÉE

1-877-488-4222
www.ArmeesSauvee.ca

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et vous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

HEURES DE TOMBÉE

Avis légaux et appels d'offres

Les réservations doivent être faites avant **15 h** par publication deux (2) jours plus tard.

Publications du **lundi** :
Réservations avant **11 h le vendredi**

Publications du **mardi** :
Réservations avant **15 h le vendredi**

POUR NOUS JOINDRE
avisdev@ledevoir.com
Tél. : 514-985-3344 // Fax : 514-985-3340
www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics
www.ledevoir.com/services-et-annonces/appels-d-offres

Alternatives

Construire ensemble un monde différent

Pour nous appuyer : www.alternatives.ca • 514.982.6606

EN BREF

Hockey : les Capitals embauchent deux entraîneurs adjoints

ARLINGTON, VIRGINIE — Les Capitals de Washington, champions en titre de la coupe Stanley, ont complété le personnel d'adjoints au nouvel entraîneur, Todd Reirden, en embauchant Scott Arniel et Reid Cashman comme assistants. S'il y a continuité du côté des joueurs, les Capitals ont connu de gros changements derrière le banc cet été. L'entraîneur Barry Trotz a démissionné après avoir remporté la coupe à sa quatrième saison, et il s'est joint aux Islanders de New York, amenant avec lui son adjoint Lane Lambert et le coordonnateur des gardiens Mitch Korn. Reirden, perçu pendant toute la saison comme le prochain entraîneur de l'équipe, a obtenu une promotion de son rôle d'entraîneur associé. Il était le seul candidat à la succession de Trotz. Arniel et Cashman remplacent Reirden et Lambert comme assistants.

Associated Press

L'ancien champion de F1 Niki Lauda sur la voie de la guérison

VIENNE — Une légende vivante de la Formule 1, Niki Lauda, se remet bien de la transplantation d'un poumon effectuée la semaine dernière dans un hôpital de Vienne, en Autriche. Lundi, ses médecins ont fait savoir que leur célèbre patient respirait maintenant de lui-même, que ses organes fonctionnaient bien et que les progrès généraux de son état de santé étaient très satisfaisants. Il semble qu'il devra passer quelques semaines à l'hôpital avant de recevoir son congé. Niki Lauda, qui est âgé de 69 ans, a subi l'intervention chirurgicale jeudi dernier après que sa condition pulmonaire eut été qualifiée de sérieuse. Au cours de sa carrière de pilote de Formule 1, Niki Lauda a remporté le championnat du monde en 1975, 1977 et 1984. En 1976, il a subi au Grand Prix d'Allemagne un très grave accident qui lui a infligé d'importantes brûlures; il a subi deux transplantations rénales. Comme dirigeant de l'écurie Mercedes, il a été l'un des responsables de l'embauche du pilote britannique Lewis Hamilton, quadruple champion du monde.

Associated Press



III COUPE ROGERS

Un départ prometteur pour Eugenie Bouchard

La Québécoise et sa coéquipière ont gagné leur premier match en double

LA PRESSE CANADIENNE

Eugenie Bouchard peut souffler un peu. La Québécoise a amorcé son parcours en beauté à la Coupe Rogers, lundi.

Bouchard et sa coéquipière Sloane Stephens ont défait la Canadienne Gabriela Dabrowski et la Chinoise Yifan Xu 6-4, 4-6, 10-6 en première ronde du tournoi de double.

« C'est certain que gagner un match, n'importe quelle sorte de match, ça reste une victoire, a déclaré Bouchard en conférence de presse. Chaque victoire donne beaucoup de confiance. »

Il s'agissait de la première victoire de Bouchard en sept matchs de double cette année. Malgré ce gain, rien n'est gagné d'avance pour la vedette du tennis canadien, qui fera ses débuts en simple face à la Belge Elise Mertens (n° 14), semi-finaliste aux Internationaux d'Australie en janvier et lauréate de trois titres sur le circuit de la WTA cette saison.

« Je dirais qu'elle [la victoire] n'enlève pas la pression, mais c'est une bonne préparation », a admis Bouchard, qui pointe actuellement en 129^e rang du classement mondial.

Le duo composé de Bouchard et Ste-

phens a réussi à se tailler une place au deuxième tour en faisant fi des cinquièmes têtes de série.

Après s'être emparées de la première manche aisément, Bouchard et Stephens ont dû trimmer dur lors de la deuxième manche contre des adversaires coriaces, qui ont forcé la tenue du superbris d'égalité.

Au second tour, le duo nord-américain affrontera le gagnant du duel opposant Kristen Flipkens et Daria Gavrilova aux Canadiennes Carson Branstine et Rebecca Marino.

Malgré ses bonnes performances au cours du duel, Bouchard est demeurée réaliste quant au défi qui se dresse devant elle et ne souhaite pas se mettre davantage de pression sur les épaules.

« C'est une victoire, c'était un match de double au lieu d'une pratique, et c'est pourquoi j'ai choisi de jouer en double. Mais demain est un autre jour et je devrai me battre pour voir ce qui se passera. »

Du grand Venus

En fin d'après-midi, l'Américaine Venus Williams a fait la leçon à sa jeune compatriote Caroline Dolehide, l'emportant 7-5, 6-1.

Après avoir connu quelques difficultés au cours de la première manche, Williams, âgée de 38 ans — soit le double de l'âge de son adversaire —, est revenue en force et a démontré pour quelles raisons elle figurait toujours au 14^e échelon mondial.

Williams a offert de bons mots à l'endroit de Dolehide.

« Évidemment, elle a beaucoup de talent et elle en a tiré avantage, a-t-elle admis. Je crois que ce n'est qu'une question de temps avant qu'elle soit capable de jouer encore mieux qu'aujourd'hui. »

Finaliste à Montréal en 2014, Williams croisera le fer au prochain tour avec la gagnante du duel roumain opposant Monica Niculescu à Sorana Cirstea.

« Je ne sais pas qui je vais affronter au prochain tour, mais je veux vraiment continuer de développer mon jeu, afin de m'améliorer, a fait savoir Williams. C'est vraiment mon état d'esprit en ce moment. Je veux aller sur le terrain et atteindre mes objectifs. Lorsque tu atteins tes buts, c'est là que tu ressens la plus grande satisfaction. »

Retrouvez les résultats des matchs de lundi soir sur nos plateformes numériques.

Le duo composé d'Eugenie Bouchard et de Sloane Stephens a réussi à se tailler une place au deuxième tour en faisant fi des cinquièmes têtes de série, Gabriela Dabrowski et Yifan Xu.

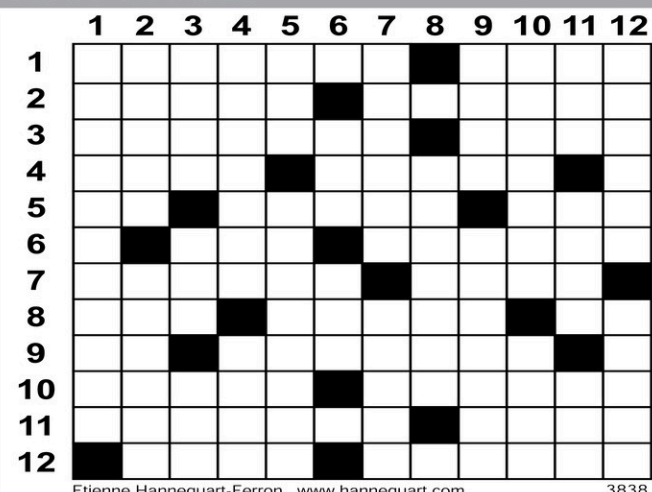
MINAS PANAGIOTAKIS
AGENCE
FRANCE-PRESSE

Je dirais qu'elle [la victoire] n'enlève pas la pression, mais c'est une bonne préparation

EUGENIE BOUCHARD



MOTS CROISÉS



Etienne Hannequart-Ferron www.hannequart.com 3838

HORIZONTALEMENT

- Petit poisson - Barboté.
- Il conduit des baudets - Petit poisson.
- Raboteuse - Candide.
- Roman de Zola - Acquisition.
- Thallium - Millionnaire - Autour de l'île.
- Coule en Suisse - Étonné.
- Sans limite - Exister.
- Possédés - Injonction - Rubidium.
- Rad - Ébloui.
- Enlève le savon - Bariolés.
- Surprise - L'Ohio en est un.
- Exprime - Appareil servant à donner l'alerte.

- Dépouillé - Maladie de la peau.
- Armée d'Irlande - Introduisent quelque chose de nouveau dans un domaine particulier.
- On peut y pêcher - Courroux.
- Diocèse - Trompés.
- Logé.
- Cithare indienne - Lieu de création.
- Personne éloquente - Variété de prune.
- Règle impérative - Estuaire breton - Écorce du chêne.
- Enterré - De la taille au cou.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
 1 A F F R I O L A N T E S
 2 B I B I V I E L O U T I E
 3 D O I G T E E S T O C
 4 A L O I S O N E C O
 5 L E P R E M E N U U
 6 L R I N C E O R M E
 7 A G E S I G U E E
 8 H A M O R A L V U S
 9 I N S E R E U S A N T
 10 T I D E N E O L O G I E
 11 H U E I R E L L I E R
 12 F I L L I E U L E R R E

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

SUDOKU

par Fabien Savary

	2							1
			7			5	6	
8		9	6					
						2		
7					6	9		
6	4				8			
	8		1				7	
			5	3			2	4
	9				7			

Niveau de difficulté : DIFFICILE

3975

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

1	7	4	2	3	9	6	8	5
6	2	9	5	8	7	4	3	1
8	3	5	6	1	4	2	9	7
5	6	7	4	9	2	3	1	8
9	1	8	3	5	6	7	4	2
3	4	2	8	7	1	9	5	6
2	5	1	9	6	3	8	7	4
4	8	3	7	2	5	1	6	9
7	9	6	1	4	8	5	2	3

3974

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary

En exclusivité sur le site des Mordus

www.les-mordus.com



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 28/14	Sol 30/17	Londres	Sol 31/17	Var 23/16
Moncton	Ora 32/20	Ora 29/22	Los Angeles	Sol 35/22	Sol 31/22
Saint-Jean	Sol 24/18	Ora 20/18	Mexico	Ave 24/14	Ave 24/14
Toronto	Ave 28/20	Var 29/18	New York	Ora 31/24	Ora 33/23
Vancouver	Sol 27/18	Sol 29/19	Paris	Sol 36/18	Var 24/17
Winnipeg	Sol 30/17	Sol 30/17	Tokyo	Plu 27/24	Plu 30/27

Montréal	Ce soir	Demain	Judi	Vendredi
Aujourd'hui 27	19	27/21	28/19	27/16
Orages (pdp 80%).	Orages (pdp 40%).	Orages (pdp 70%).	Orages (pdp 40%).	Généralement ensoleillé.

Québec	Ce soir	Demain	Judi	Vendredi
Aujourd'hui 25	18	27/20	27/18	26/15
Orages (pdp 90%).	Orages (pdp 40%).	Orages (pdp 40%).	Orages (pdp 40%).	Ensoleillé.

Gatineau	Ce soir	Demain	Judi	Vendredi
Aujourd'hui 27	19	27/20	29/17	26/16
Orages isolés (pdp 80%).	Passages nuageux.	Orages (pdp 80%).	Orages (pdp 40%).	Ensoleillé.

Pour que le pique-nique ne tombe pas à l'eau, accédez en tout temps à la météo.

Téléchargez MétéoÉclair sur votre téléphone intelligent.

Météo Média



Le laps, dans l'empire des sens

La petite maison d'édition indépendante fondée en 2013 publie des textes en marge de la littérature

Depuis 2013, la micromaison d'édition montréalaise **Le laps** fabrique « des échappées lumineuses ». Des dorsales dans le champ littéraire québécois qui naissent de la rencontre entre les plaques tectoniques de l'essai, de l'art conceptuel et de la création sonore. Regard sur celles-ci.

RALPH ELAWANI
COLLABORATEUR
LE DEVOIR

« Le monde est toujours prêt à accueillir le talent à bras ouverts. Très souvent, il ne sait pas quoi faire du génie. » Cette citation de l'écrivain et médecin américain Oliver Wendell Holmes a connu son lot de déclinaisons. Un documentaire sur le groupe expérimental *The Residents* reprenait la suivante, en l'attribuant à Albert Einstein : « Le monde est toujours prêt à accueillir le talent à bras ouverts. Très souvent, il ne sait pas quoi faire d'une pieuvre. » C'est sans doute une manière appropriée d'envisager la déstabilisante originalité des propositions du Laps et de sa fondatrice Marie-Douce St-Jacques.

En effet, ses deux plus récentes plaquettes, *Roches rencontrées* et *D'un érotisme botanique*, créées respectivement par les artistes sonores Anne-F Jacques et Émilie Mouchous, confirment que l'éditeur a investi un créneau rare : celui de catalyseur d'une littérature d'où émergent des œuvres d'art déterritorialisées ; des créations indépendantes et non complémentaires du champ respectif de leur auteur. Une littérature de la perception, où des consciences rencontrent des mondes et rendent compte de ceux-ci. Comment appréhender le tout ? Poser la question en dit long sur notre relation avec l'usage de l'encre que boit le papier entre deux couvertures.

Merveilleux zigonnage

Au bas d'un immeuble du quartier Hochelaga-Maisonneuve, deux sonnettes aux boutons cassés donnent l'impression que personne ne répondra si on les presse. Chose faite, on en a la preuve. Jusqu'à ce qu'un voisin peu enthousiaste finisse par ouvrir. « Faut sonner à la bonne adresse pour la bonne personne. » C'est à peu près ce qu'on avait en tête, merci... Dix minutes plus tard, après avoir finalement localisé Marie-Douce St-Jacques et Émilie Mouchous — en pleine séance photo —, on se retrouve autour d'une table, dans une cuisine où la quatrième invitée nous parle à distance, par l'entremise d'un ordinateur.

En résidence de création à Sackville, l'artiste Anne-F Jacques, auteure de *Roches rencontrées* — un inventaire



poétique et biographique de matières —, se fait entendre difficilement à travers les haut-parleurs d'un Mac qui prend de l'âge. Émilie Mouchous, qui, elle, vient de publier *D'un érotisme botanique* — un récit d'apprentissage poétique doublé d'une œuvre sonore — a une idée. Elle se lève et revient munie d'un câble d'alimentation et d'une vieille radio. On entend finalement tout le monde. L'artiste qui fabrique ses propres instruments électroniques a réussi. Seulement, on aurait pu y arriver autrement... en montant le volume sur l'ordinateur de l'éditrice par exemple. « Oups », de laisser échapper St-Jacques, qui dans une autre vie était aussi l'éditrice du fanzine *aMAZEzine!* et membre du groupe Pas Chic Chic. Oups, peut-être, mais l'image servira parfaitement pour

illustrer sa démarche. Car c'est ça, Le laps : une poétisation de la perception, une esthétisation de l'aléatoire.

Les frontières se brouillent

Au fil des parutions, Le laps a pu rendre compte d'une réalité que Anne-F Jacques observe dans le champ des arts : « Plus le temps passe, plus les frontières perdent de leur force et se brouillent. » L'écriture, pour elle, s'ajoute simplement aux installations, au travail sonore et aux autres pratiques.

Pour Émilie Mouchous, qui, comme Anne-F Jacques, a vu ses créations voyager des deux côtés de l'Atlantique, cette première expérience littéraire est quelque peu différente de son travail habituel. « Ma pratique est basée sur énormément de recherche [sonore]. Oui, j'invente un peu des histoires, mais



Photo de gauche : Émilie Mouchous et Marie-Douce St-Jacques. Ci-dessus : Anne-F Jacques en performance au Eastern Bloc, lors de l'événement *Les transformables v. 102*

RENAUD PHILIPPE LE DEVOIR/JAMES SCHIDLOWSKY

C'est une relation non hiérarchique, une manière de faire ressurgir le boulot d'un artiste : parfois c'est un livre, parfois c'est une expo ; les choses reviennent autrement.

ANNE-F JACQUES



c'est la première fois que ça devenait le cœur de l'expérience », explique-t-elle.

La maison d'édition vient ainsi transformer une perspective souvent caractéristique de la littérature lorsqu'elle rencontre le travail de musiciens ou d'artistes visuels : l'idée d'une hiérarchie des pratiques. Comme le résume Anne-F Jacques : « C'est une relation non hiérarchique, une manière de faire ressurgir le boulot d'un artiste : parfois c'est un livre, parfois c'est une expo ; les choses reviennent autrement. »

Frapper le dur avec le cassant

Pour Marie-Douce St-Jacques, le travail du Laps se rapproche beaucoup plus du commissariat que de l'édition. Appuyée par plusieurs collaborateurs, dont l'illustrateur et designer Baptiste Alchourroun, la poète et critique Annie Lafleur, et les traducteurs Jen Leigh Fisher et Simon Brown, l'éditrice s'efface pour donner corps à la sensibilité de créateurs (comme Mouchous et Jacques, mais aussi comme Daichi Saïto, Alexandre St-Onge et Simon Brown) qui la bouleversent et dont elle canalise la vigueur des projets conceptuels et expérimentaux en des livres bilingues et abordables, généralement limités à 250 exemplaires, travaillés comme de l'horlogerie jusque dans les moindres détails des rabats.

Un pied de nez à la chaîne effrénée du livre, comme si le petit se fichait du grand, ou pour reprendre une image d'Anne-F Jacques : comme si l'on s'autorisait à frapper le dur avec le cassant.

Roches rencontrées

Anne-F Jacques, Le laps, Montréal, 2018, 55 pages

D'un érotisme botanique

Émilie Mouchous, Le laps, Montréal, 2018, 52 pages

Voyage de l'autre côté du fleuve

Un film présenté à Présence autochtone suit une famille de Kahnawake

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Toute proche qu'elle soit de Montréal, la communauté mohawk de Kahnawake demeure un mystère pour bien des Québécois.

Le documentaire *Dirt McComber: Last of the Mohicans*, présenté samedi et dimanche au Festival Présence autochtone, qui commence ce mardi à Montréal, permet d'en dévoiler quelques réalités.

Le « dernier des Mohicans », qui donne son nom au film, c'est Dirt McComber, de son vrai nom Eric McComber, un Mohawk de Kahnawake qui vit toujours de la chasse et de la pêche, et qui en fait vivre aussi sa famille de sept enfants.

Passionné de crosse, ce sport aux origines autochtones, McComber est également un entraîneur hors pair, pour sa famille comme pour les autres joueurs de la communauté. C'est d'ailleurs en s'intéressant au sport de crosse que Johann Storkan, la productrice du film, a d'abord rencontré Dirt McComber.

« Je m'intéressais à lui comme entraîneur. Et puis, il s'est mis à me raconter toutes ces histoires à propos de la

chasse et de la pêche », raconte la productrice, qui vit en Californie.

Last of the Mohicans, qui n'est pas encore traduit en français, partage donc le quotidien de la famille de Dirt McComber. On y rencontre notamment sa femme Paula, qui cuisine le poisson et la viande, entre autres au moment du grand pow-wow de Kahnawake.

On y fait aussi la connaissance de ses enfants, dont l'un excelle dans la crosse même s'il préfère, au fond de lui-même, le hockey sur glace. Un autre pratique le chant traditionnel autochtone à la radio.

Au beau milieu du tournage, un incident a cependant secoué la famille McComber. Un feu a dévasté le hangar des McComber, où se trouvaient notamment ses 19 congélateurs, tous remplis de viande et de poisson. C'est tout un héritage qui part alors en fumée, puisqu'on y trouvait notamment des leurres donnés par le grand-père McComber.

Aujourd'hui, McComber continue de vendre du poisson, dont de l'esturgeon bien gras, qu'il pêche dans le fleuve, et dont il tire du caviar. Mais il faudrait des années pour remonter une entreprise comme celle qu'il opérait autrefois.

Patrimoine en danger

Joanne Storkan avait au départ comme projet de tourner une sorte de télé-réalité, à travers laquelle Dirt McComber voyagerait à travers le Canada pour rencontrer les autres communautés autochtones, et leur faire partager son expérience.

Et rien ne dit que ce projet ne prendra pas forme.

Parce que Dirt McComber a bien conscience que le savoir qu'il cultive est un patrimoine en danger, et qu'il pourrait un jour ne plus être là pour le sauver. « Je suis ici, dit-il. Les gens peuvent venir me voir. Me poser des questions. »

Le Festival Présence Autochtone compte cette année une bonne brochette de longs métrages dans sa programmation. Outre le documentaire *Last of the Mohicans*, un autre documentaire, *On a Knife Edge*, suit le parcours de George Dull Knife, un jeune Lakota de Pine Ridge, qui se joint, aux côtés de sa famille adoptive, à l'American Indian Movement. Le documentaire suit le jeune homme sur une période de cinq ans, à ce moment tournant de sa vie.

Dès mercredi, un colloque international s'ouvrira à la Grande Bibliothèque



Le « dernier des Mohicans », qui donne son nom au film, c'est Dirt McComber, de son vrai nom Eric McComber, un Mohawk de Kahnawake qui vit toujours de la chasse et de la pêche.

PRÉSENCE
AUTOCHTONE

sur les médias et le cinéma des peuples premiers. Les participants se proposent notamment cette année de mettre l'accent sur la revitalisation linguistique, sur les méthodologies et les politiques du cinéma, ainsi que sur « l'autoreprésentation, l'expression de la souveraineté et la remise en cause des récits coloniaux ».

Dès jeudi, les amateurs pourront faire des dégustations de nourriture amérindienne. Samedi se déroulera le défilé de l'amitié nustramericana, qui symbolise l'amitié entre les peuples premiers des Amériques, successivement au Square Dorchester et à la place des Festivals.

Le festival prend fin le mercredi 15 août, avec, à la Grande Bibliothèque, une projection sur les femmes des peuples autochtones.

Festival Présence Autochtone

Dans divers lieux de Montréal, du 7 au 15 août